



ADVENIAT REGNUM TUUM

18 août. — Sainte Hélène.
19 août. — Saint Jean Eudes.

Signature d'un traité entre l'U. R. S. S. et la Pologne

Les deux gouvernements acceptent comme frontière l'ancienne ligne « Curzon ».

L'Agence Tass annonce qu'à la suite de négociations qui se sont déroulées à Moscou entre les représentants des gouvernements polonais et soviétique, un traité a été signé, jeudi, par les représentants des deux pays.

Aux termes de ce traité, les deux gouvernements acceptent comme frontière l'ancienne ligne « Curzon », tout en y apportant certaines modifications en faveur de la Pologne, conformément à la décision prise à Yalta par les « Trois-Grands ».

En outre, le gouvernement soviétique cède à la Pologne la région située à l'est de la ligne Curzon, entre le Boug occidental et la rivière Sokolka, au sud de la ville de Krilow, d'une profondeur maximum de 30 kilomètres, ainsi qu'une partie de la forêt de Bjalowicz, également à l'est de la ligne Curzon, comprenant Niemrow, Gainovka, Bjalowice, Anjalowka et dont la profondeur atteint 17 kilomètres au maximum.

En ce qui concerne les réparations, il a été convenu que le gouvernement soviétique cède à la Pologne tous droits sur la propriété, ainsi que sur l'industrie, l'outillage industriel et les moyens de transport allemands se trouvant en Pologne ou sur les territoires allemands annexés par la Pologne.

En outre, le gouvernement soviétique accorde à la Pologne 150 pour 100 sur les prélèvements effectués dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne au cours de la période qui a suivi la conférence de Potsdam, ainsi que 30 pour 100 de l'équipement industriel qui, en vertu des accords de Potsdam, doivent être prélevés au profit de l'U. R. S. S. dans les zones d'occupation occidentales.

De son côté, le gouvernement polonais s'engage, à dater de 1946 et pendant toute la durée d'occupation de l'Allemagne, à fournir à l'Union soviétique du charbon à des prix fixés par le présent accord et dans les proportions suivantes : 8 millions de tonnes pendant les quatre années suivantes et 12 millions de tonnes par an en cas de prolongement éventuel de la période d'occupation.

Rentrée politique de M. Churchill

Jeudi, aux Communes, M. Churchill a prononcé son premier discours comme chef de l'opposition. Il a exprimé sa joie de voir la guerre finir si vite. A Potsdam, il avait approuvé, avec le président Truman, le plan d'attaque de Malaisie, des Indes néerlandaises et de la métropole japonaise. Mais la bombe atomique a évité la réalisation de ces coûteux projets. — C'est à cette bombe atomique, dit-il, plus qu'à tout autre facteur, que nous devons l'achèvement rapide de la guerre contre le Japon.

L'entrée en guerre de l'U. R. S. S.

Le maréchal Staline, poursuit M. Churchill, m'avait promis que la Russie déclarerait la guerre au Japon trois mois après la capitulation de l'Allemagne. Le fait que l'armée allemande se soit rendue le 8 mai et que les Russes aient déclaré la guerre le 8 août n'est pas une simple coïncidence, mais un nouvel exemple de la fidélité et de la pénetration avec lesquelles le maréchal Staline et ses vaillantes armées tiennent toujours leurs engagements militaires.

L'ancien premier ministre parle ensuite de la Pologne et des transferts de populations. — Il n'est pas impossible qu'une tragédie sur une échelle prodigieuse ne se déroule derrière le rideau de fer qui divise actuellement l'Europe en deux ; la démocratie est à l'épreuve comme elle ne l'a jamais été auparavant. Nous devons la défendre comme dans les jours sombres de 1940-1941.

La bombe atomique

par Jean CARET

J'ÉVOQUE ce propos que me tint au début de 1940 un paysan d'Ile-de-France : « Est-ce qu'on peut croire maintenant à la civilisation et au progrès ? » C'était un très vieux, il a sans doute quitté ce monde que ravage depuis près de six années la guerre des machines. Il n'aura sans doute pas connu le dernier progrès de la science, la bombe atomique.

La guerre des machines a maintenant cessé. Et Dieu veuille que la bombe atomique soit la dernière mise au point des machines à tuer, et qu'en place de tuer les hommes elle tue la guerre !

Si cet espoir prenait forme, la réflexion du vieux paysan ne serait plus fondée. Quand éclata le conflit de 1914, l'opinion publique alliée fut persuadée qu'il serait le dernier, et qu'une fois les trônes renversés régnerait la paix universelle. Hélas ! aux rois et aux empereurs firent place un peintre et un maçon, gens dont le métier cependant est de bâtir des maisons pour les humains et d'embellir la vie de ces humains. Peintre et maçon firent de l'Europe un charnier et un champ de ruines, et de la vie des Européens une géhenne.

Aujourd'hui, la parole n'est plus aux souverains, aux dictateurs ou même aux peuples ; elle est aux savants. Et la guerre ne se prépare plus dans les casernes ou les camps, mais bien dans les laboratoires. Toute l'échelle des valeurs humaines est à reviser, toute l'œuvre de l'organisation de la paix et de la sécurité est à considérer sous un jour nouveau. Les rapports entre nations ne se fonderont plus désormais sur l'équilibre des forces en présence, en comprenant le mot « forces » dans un sens démographique comme économique et financier aussi, et même dynamique. Désormais, l'outillage des laboratoires de physique et de chimie et la détection de certains métaux — actuellement l'uranium, demain un autre — sans doute — passent au premier plan.

(Voir la suite page 2.)

La Grande-Bretagne tiendra sa promesse de restaurer l'Empire français

Commentant les messages échangés entre le roi George VI et le général de Gaulle, le rédacteur diplomatique du Times écrit :

« Le ton particulièrement chaleureux du message royal et de la réponse du général de Gaulle réveille l'espoir que les discussions si longtemps attendues seront ouvertes prochainement et que l'alliance promise sera conclue. La première phrase du message du roi ou le souverain déclare que les ténèbres qui ont enveloppé le sort des possessions françaises d'Extrême-Orient se sont enfin dissipées rassurant l'opinion française qui, au cours des deux ou trois derniers jours, s'était alarmée de rapports provenant de l'étranger qui laissaient entendre que le retour de l'Indochine au sein de la communauté française était douteux. »

La politique britannique n'a pas changé ; la restauration de l'Empire français a été promise en 1940, et le télégramme du roi renouvelle implicitement cette promesse.

La circulation des billets est passée en moins d'un an de 632 à 444 milliards

La Banque de France a repris la publication de ses situations hebdomadaires qu'elle avait interrompue pendant la période d'échange des billets.

Le premier bilan, établi le 2 août, fait ressortir l'évolution des principaux postes du bilan de l'Institut d'émission depuis le 31 mai, date à laquelle fut publiée la dernière situation.

C'est ainsi que les avances provisoires à l'Etat, consenties en vertu de conventions qui s'échelonnent du 29 septembre 1938 au 8 juin 1944, figuraient à la situation du 31 mai pour 19 750 milliards (à la date du 12 août 1944, elles avaient atteint leur chiffre maximum avec 74 500 milliards). Aujourd'hui, elles sont entièrement remboursées.

En ce qui concerne la circulation des billets, la situation a évolué tout aussi favorablement, puisque, au 2 août, elle se chiffrait à 444 milliards, soit une réduction de quelque 200 milliards par rapport au chiffre maximum de 1944. Le 8 mai dernier, la situation établie

Les plénipotentiaires nippons sont-ils arrivés à Manille pour signer l'acte de capitulation du Japon ?

Le général Mac Arthur a, comme on sait, convoqué les plénipotentiaires nippons à Manille pour y signer le protocole de reddition du Japon. Le gouvernement de Tokio a répondu qu'il lui était impossible, faute de temps nécessaire, d'envoyer lesdits plénipotentiaires dans le délai primitivement fixé, mais qu'il s'engageait à prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'ils puissent se rendre à Manille le plus tôt possible.

Le général Mac Arthur lui a alors adressé un nouveau message par radio, ordonnant que les émissaires nippons se présentent à son quartier général entre minuit et 3 heures du matin, dans la nuit du 17 au 18 août.

Le gouvernement de Tokio, ayant sans doute trouvé un moyen pour accélérer le départ de ses re-

présentants, a fait savoir au général Mac Arthur qu'ils arriveraient à Manille dans la journée du 17.

Mais, vendredi matin, on apprenait qu'il sollicitait encore « de nouvelles explications sur les instructions concernant la capitulation ». A quoi le général Mac Arthur, sans doute excédé par ces tergiversations, a répondu sèchement que ses instructions étaient suffisamment « claires et explicites » et qu'elles devaient être « exécutées sans délai ».

Au début de l'après-midi, la radio de Tokio annonçait que trois délégations japonaises venaient de quitter cette ville par la voie des airs en direction de la Chine, de la Mandchourie et « du sud ». Comme Manille se trouve au sud du Japon, on peut supposer qu'une de ces délégations s'y rendait.

L'acte de capitulation sera signé à bord du navire-amiral américain

Un communiqué du département de la Marine annonce que c'est à bord du vaisseau amiral de la flotte américaine du Pacifique qu'aura lieu la signature de l'acte de reddition.

L'amiral Nimitz a invité à cette cérémonie plusieurs officiers supérieurs, dont le général Spaatz, commandant la Strategic Air Force, et le général Geiger, commandant l'infanterie de la marine.

Les membres de la famille impériale sont chargés de faire exécuter l'ordre de reddition

Selon un message du gouvernement japonais adressé au général Mac Arthur, le mikado a décidé d'envoyer des membres de la famille impériale sur les divers fronts pour assurer l'exécution de l'ordre de cesser le feu. Le gouvernement nippon estime qu'il faudra sans doute six jours pour faire cesser complètement les hostilités en Chine, huit à Bougainville et douze en Nouvelle-Guinée et aux Philippines.

Le prince Higashikuni forme le nouveau Cabinet nippon

Comme nous l'avons dit hier, l'empereur Hirohito a chargé un membre de sa famille, le prince Marukiko Higashikuni, de former le nouveau Cabinet japonais.

C'est la première fois dans l'histoire du Japon qu'un membre de la famille impériale reçoit l'ordre de prendre la tête du gouvernement. Une telle mesure indique que l'empereur considère la situation comme tout à fait exceptionnelle.

Le prince Higashikuni est le neuvième fils du prince Kuni. Il est devenu prince du sang par son mariage avec la fille de l'empereur Meiji, grand-père de Hirohito. Il est né en 1887, a terminé ses études en France, entre 1920 et 1926, mais il a, par ailleurs, fait sa carrière dans l'armée, comme le veut la tradition japonaise pour les personnages de son rang. Il a commandé une division et a été chef d'état-major de la défense du territoire. Au début de la guerre, il a été nommé membre du Conseil de guerre suprême.

Dans le Cabinet qu'il vient de former, le prince assume, en même temps que les fonctions de premier ministre, celles de ministre de la Guerre. Le portefeuille des Affaires étrangères a été confié non à M. Arima, comme certains le prévoient, mais à M. Shigemitsu, qui l'avait déjà détenu dans les Cabinets

Togo et Koiso, lesquels avaient précédé le gouvernement Suzuki.

Le nouveau Cabinet a prêté serment vendredi matin au Palais impérial.

L'occupation du territoire japonais

Le président Truman a déclaré, au cours de sa conférence de presse, que le territoire japonais serait occupé par les quatre grands Alliés : Etats-Unis, Grande-Bretagne, U. R. S. S. et Chine, sous le commandement du général Mac Arthur.

Après avoir indiqué qu'il ne pensait pas qu'il serait nécessaire d'avoir recours au système des zones d'occupation, M. Truman a souligné que les problèmes posés par l'occupation du Japon sont entièrement différents de ceux que pose l'occupation de l'Allemagne. Si cela est nécessaire, a-t-il précisé, un conseiller politique sera attaché au général Mac Arthur.

Le président a ajouté que la durée de l'occupation dépendra, comme pour l'Allemagne, du temps que demandera la « désintoxication » des Japonais.

De son côté, le général Mac Arthur a déclaré que l'occupation du Japon et des territoires envahis par les troupes nippones nécessita plus d'un million de soldats alliés.

(Voir la suite page 4.)

Du vin et du beurre arrivent en France

Cinq bateaux, dont la cargaison comprenait 800 000 litres de vin venant d'Algérie et 1 million de kilos de beurre venant de Suède, sont entrés dans le port de Calais.

En outre, 2 100 tonnes de produits divers ont été déchargés. Un autre vapeur est incessamment attendu avec un chargement de beurre.

Les grandioses fêtes du 15 août en l'honneur de Notre-Dame de Metz

De notre envoyé spécial :

Dans la ferveur joyeuse de sa liberté retrouvée, Metz, réalisant autour de Notre-Dame l'union de tous ses fils, lui a rendu au jour de son Assomption un pieux, patriotique et solennel hommage.

L'Eglise de France, avec S. Em. le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, si délicatement hospitalier aux milliers d'expulés de Lorraine ; S. Exc. Mgr Heintz, le vaillant évêque de Metz, qui, dès le 16 avril 1940, fut brutalement chassé de son diocèse par la Gestapo ; S. Exc. Mgr Bernet, actif évêque auxiliaire de Lyon ; le gouvernement avec M. Rebourset, préfet de la Moselle, commissaire de la République ; l'armée avec le colonel Laurent, représentant le gouverneur de Metz ; la municipalité, avec M. Gabriel Hocquard, maire de Metz, s'associent à la population accourue de toute la Moselle pour cette émouvante et grandiose manifestation de piété mariale.

Cinq ans déjà... sur la place Saint-Jacques — aujourd'hui, immense l'artère florale rebâussée d'arcades, de lanternes et de drapeaux — se dresse au faite d'une frêle colonne, la statue de Notre-Dame de Metz : la Vierge élevant son enfant dans un geste béni. Le 15 août 1940 : en présence de l'Allemand, les Messins organisèrent une muette protestation de la Lorraine asservie, en déposant au pied de la statue d'innombrables gerbes de fleurs qu'accompagnaient leurs prières et leur espoir. Et ce geste, chaque année suivante, devint une tradition. L'ennemi, dans sa rage destructrice, ne laissant plus aux statues de la ville qu'un socle dégariné, n'osa cependant pas toucher à Notre-Dame de Metz, qui, sur son piédestal, face au nazisme athée, demeura le signe sensible de la permanence de l'idée chrétienne et française : le palatium de la cité.

Samedi 11 août 1945, à 21 heures, sur le parvis de la cathédrale illuminée, ce fut, interprété avec un

DIRECTION-REDACTION-ADMINISTRATION
René BERTEAUX
5, rue Bayard, Paris-8^e.
Tél. : ELY 80-72 et 77-19.
Abonnements { 3 mois : 140 francs.
6 mois : 260 francs.
C. MAISON BONNE PRESSE, PARIS-1668
PUBLICITE — IMPRIMERIE
17, rue Jean-Goujon, Paris-8^e.
Tél. : ELY 66-85 et 79-64.

Le voyage du général de Gaulle à Washington

Le général de Gaulle arrivera à Washington le 22 août. Le soir même, le président Truman donnera un grand dîner officiel. Durant son séjour, le général résidera à « Blair House », réservé aux chefs d'Etat ou souverains en visite officielle. Le 25 août, l'ambassade de France donnera une grande réception.

Au cours des conversations qui réuniront le général, M. Truman et M. Byrnes, divers problèmes seront soulevés : statut des colonies françaises sur le continent américain et celui de l'Indochine ; participation de la France au traité de paix avec le Japon. Les questions économiques tiendront la place principale : importation et peut-être emprunt.

Selon le New-York Times, « les conversations cordiales et de bonne entente qui vont avoir lieu à Washington seront utiles, parce qu'elles permettront notamment au général de Gaulle de déclarer, à la veille des élections françaises, qu'il rapporte de son voyage la certitude que l'amitié franco-américaine demeure intacte, car une des choses que l'habile de l'Amérique peut sûrement accomplir sera d'éliminer l'impression malheureuse causée par les malentendus qui ont résulté de ses relations personnelles avec le président Roosevelt ».

A son retour, le général de Gaulle compte passer par le Canada et s'arrêter à Montréal, Ottawa et Québec.

Le général Patton à Paris

Organisateur et réalisateur de la percée d'Avranches, qui devait décider du sort des opérations de la bataille de France en 1944, le général Patton a été reçu et fêté vendredi à Paris.

A 11 heures, dans la cour des Invalides, le général Patton a remis à l'armée française les drapeaux que les Américains ont pris aux Allemands.

A midi, il a déposé une gerbe sur le tombeau du Soldat inconnu.

Partout, il reçut d'une foule nombreuse une chaude ovation. Il était accompagné du général Juin, chef d'état-major de la défense nationale.

Grand ami de notre pays, qui connaît bien pour y avoir passé de nombreux mois, notamment à l'école de cavalerie de Saumur, le général Patton est grand officier de la Légion d'honneur depuis le mois de juin.

beau talent par les mouvements de jeunesse, mais, hélas ! interrompu par la pluie, le jeu de Notre-Dame de Metz, de Léon Manot : évocation dans le style des mystères moyenâgeux des heures lourdes d'acier, des heures glorieuses d'aujourd'hui.

Dimanche 15 août, Mgr Heintz célébra une Messe pontificale chantée par l'excellente chorale, sous la direction de M. l'abbé Frankum, dans la vaste cathédrale archéologique. Mgr Bernet donna le sermon. Il salua ce peuple lorrain, qui sut garder avec amour ses traditions et sa foi, avec au fond du cœur une invincible espérance. Qu'au début de cette paix, qui, pour être véritable, doit refléter la tranquillité dans l'ordre, Notre-Dame de Metz réalise l'union des âmes et des cœurs.

Après la Messe, le cortège des prélats et des personnalités se rendit à l'Hôtel de Ville. Place d'Armes, la musique aimée de la garnison joua la Marche lorraine. Dans son cabinet, M. Gabriel Hocquard, maire, salua avec beaucoup d'affectuosité le cardinal Gerlier, dont la présence réalisait une promesse faite à Lyon aux Lorrains expulsés certain dimanche de Quasmodo l'an 1941. Son

CE QUE DISENT LES JOURNAUX

APRES LE CONGRES SOCIALISTE

Après une revue, le général félicite toujours ses troupes. L. Blum ne pouvait se soustraire à cette obligation, après le Congrès socialiste. Un journaliste qui, en l'occurrence, semble devoir être impartial, R. Roure, parle, dans le Monde, d'un « Congrès d'une belle tenue et qui restera mémorable dans les annales du socialisme ».

Pour se rendre un compte exact de ce que signifie pour nous cette formule « démocratie dans le parti », qui revient si souvent dans nos controverses avec nos camarades communistes, je crois qu'il suffirait de confronter leur dernier Congrès avec le nôtre. De leur côté, une suite de grands rapports officiels, apportés tout prêts, se déroulant dans une ordonnance régulière, coupés seulement par des acclamations élaborées à chaud par l'assemblée elle-même, des débats et des votes. De vrais votes et de vrais débats, toujours ardents, souvent passionnés, parfois après. Mais cela, c'est la démocratie vraie ; cela, c'est la liberté, c'est la jeunesse et c'est la vie ; c'est l'instinct et le besoin de l'action... Puis-sons-nous voir un jour l'unité accomplie dans cette atmosphère.

dessus tout c'est un parti libre, et qui veut rester libre dans le cadre de la discipline qui s'impose strictement à lui-même.

L'éditorial de l'Époque constate que le parti socialiste, dans la Résistance, et L. Blum, dans la captivité, ont pris une conscience plus nette de leurs rapports avec la patrie, et il se demande si les nationaux ou les patriotes ne devraient pas se pencher un peu sur les problèmes sociaux. Il écrit :

A l'heure où s'achève un procès historique qui doit nous détourner tous (y compris M. Léon Blum) de notre trop récente histoire, à l'heure où se prolongent les divisions auxquelles l'accusé lui-même voulait que sa condamnation mit un terme, à l'heure où le retour de la paix autour de nous nous invite à rentrer en nous-mêmes, nous pensons qu'un regroupement est plus que jamais nécessaire entre les hommes de bonne volonté.

Nous ne parlerons pas, nous, d'union ni de fusion, ni même de collaboration étroite. Nous savons que certaines origines et certaines familles spirituelles sont trop différentes pour cela. M. Léon Blum ne fut pas influencé, dans son témoignage, par le souvenir des plus hautes gloires militaires de la France.

Nous voulons seulement que règne une compréhension plus large et plus juste entre tous les groupements politiques qui se fondent sur des idées ; nous voulons favoriser tout ce qui peut humaniser et pacifier leur compétition politique, sans que nul ne renonce à ses traditions...

Parfois, dans la vie d'un peuple, un bouleversement commun remet en marche toutes les traditions et rapproche leur point d'arrivée provisoire ; alors la routine et le sectarisme peuvent momentanément se dissiper. C'est la raison unique, et suffisante, pour laquelle nous avons accueilli avec une sympathie avouable les discours de M. Léon Blum.

Le Congrès socialiste a rejeté la fusion des deux partis marxistes. Tout en la souhaitant, il a estimé que certaines conditions n'étaient pas encore remplies pour permettre cette unité organique. J. Duclos écrit à ce propos, dans l'Humanité :

La réaction se réjouit. Elle pense que l'unité ouvrière, remise à plus tard, ne se fera jamais. Mais elle

se réjouit trop vite. Ce n'est pas une résolution de Congrès, dont le vote quasi unanime montre ce qu'il y a en elle de contradictoire, qui pourra arrêter la marche à l'unité. Sans doute, le Congrès du parti socialiste a repoussé les propositions concrètes et loyales d'unité organique et d'extension de l'unité d'action faites par notre parti communiste ; sans doute, on a employé pour motiver ce refus des imputations calomnieuses que notre dignité de communistes nous fait un devoir de repousser, mais il n'en reste pas moins que les militants socialistes dans leur immense masse, tout comme les militants communistes, voient dans la réalisation de l'unité une nécessité impérieuse de l'heure.

D'ailleurs, nous ne sommes pas seuls à reconnaître cette nécessité de l'unité ouvrière, qui est l'élément indispensable de l'union de toutes les forces de démocratie et de progrès dans le pays.

Dans l'Ordre, E. Buré donne son opinion sur cette question brûlante :

Léon Blum est pour l'union des travailleurs de tous les pays, mais, provisoirement, il ne recommande pas cependant l'union des travailleurs français et des travailleurs russes, dont le gouvernement ne le rassure pas. Je ne dis pas qu'il ait tort, je relève le fait. Moi qui souhaite que les partis soient moins nombreux, l'unité socialiste ne me déplairait pas ; elle serait signe d'ordre, mais j'accorde que le parti communiste prête à la critique en continuant de tenir Moscou pour sa Mecque. Cet ultra-montanisme nouveau style est périlleux. Tout parti national se doit de chercher et de trouver dans la nation, et nulle part ailleurs, le point d'appui nécessaire au levier de son action. Après cela, il est certain que le parti communiste a une couleur, une flamme plus populaires que celles du parti socialiste envahi par le fonctionnarisme. Il réunit le plus grand nombre des prolétaires et des artisans, volontiers sensibles au sentiment patriotique du vieux socialisme français, du socialisme blanquiste, et il s'efforce vigoureusement d'attirer à soi paysans et boutiquiers.

PETITES ANNONCES

Demandes d'emplois la L. 25 fr.

Père fam. nomb., veuf, cherche place dans école agric., institut. ou ferme sérieuse pour fils 18 ans perfect. agriculture. Ecrire Mme Bouvier, 34, Cours République, Villeurbanne (Rhône).

Demandes de cours la L. 25 fr.

Prof. math., 7 ans expér. enseign. libre, cherche poste. Ecr. M. Pierre Tessot, 85, av. Jean-Jaures, St-Amant (Cher).

Autonomie la L. 25 fr.

Pâtère, 67 ans, disponible, demande autonomie, de préférence couvent. Abbé Eugène, Anères (Hautes-Pyrénées).

Offres de préceptorats la L. 60 fr.

Précepteur cathol. pour s'occuper 4 an 6 enf. 4 à 12 a., campagne, bon, nourrit. Duquet, Pierrefontaine-les-V., Doubs.

Offres de cours la L. 60 fr.

École lib. camp. Normandie prendr. enfants en pension année scolaire. Demande demoiselle pour surveillance, catéchisme et œuvres. Lesaffre, St-Victor d'Épine, par Brionne (Eure).

Orphelinat apprentissage l'Ermitage, Sannois, S.-et-O., cherche monteur-mécanicien, infirmier, femmes de cuisine.

Demande gardien propriété pouvant assurer entretien jardin. Ecr. Briançon, 81, r. de Gisors, Pontoise, Seine-et-Oise.

Jeune fille, bonne éducation, pour partager vie de famille et secondar mère de famille nombreuse. Ecrire M. Frontier, 40, rue Gounod, Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

Infirmière-ling. demandée. Ecole St-Edmond, Meudon (S.-et-O.) près Paris.

Cure, Mérygnac, près Bordeaux, dem. mén. pr presby., intér. et jardin. Réf.

Cultivatrice dem. dame ou fille peut. 3 semain. pr faire raccommodage. Vitrebert, Preusseville, Lodièvre, S.-L.

Dame demandée Tourcoing pour écritures et entretien bureau ; situation et logement assurés. Ecr. Office du travail, Tourcoing (Nord). Visa 1480-14.

Pensions la L. 80 fr.

Reçoit au pair prêtre fatigé : maison av. orat., Le Logis, Le Genest, Mayenne.

Locations la L. 80 fr.

Hôtel fonction. retr. recherche très belle propriété ; verger, dépendances, pêche. Quinet, 69, rue de Paris, Clamart, Seine.

Désire louer ou acheter propriété campagne Bretagne. Agences s'abstenir. Boullinguer, 34, rue Esquiemoise, Lille.

Occasions la L. 80 fr.

Je vends orgue Mustel 10 jeux, 2 clav. manuels, pédalier, célesta. Suis acheteur orgue Mustel n° 4, 2 clav. manuels. Ecr. M. Verquin, 1, r. Leveau, St-Ouen-Aumône (Seine-et-Oise).

Divers la L. 80 fr.

Achète, fusil, cartouch., douill., plomb chas., équipem., vétem. chas. A. Lelerc, agric., Gressy, p. Claye, S.-et-M.

Un humaniste, un poète

Pierre de Nolhac par A. Mabile de Poncheville

Prix, 45 francs ; port, 3 fr. 50.

Bonne Presse, 5, rue Bayard, Paris, 8^e. C. c. p. 1668.

Pierre Laval et sa femme ont été confrontés

M. Marchat, juge d'instruction près la Cour de justice, a procédé jeudi, dans son cabinet, à la confrontation de Pierre Laval et de sa femme, née Eugénie Claussart. Cette dernière avait affirmé récemment qu'elle n'avait jamais été mêlée à l'activité politique de son mari et que, pendant l'occupation, elle n'avait jamais quitté Châteldon. Pierre Laval a entièrement confirmé les dires de sa femme.

Arrestations et condamnations

Marie Rogel, 65 ans, femme de ménage, dénonça aux Allemands l'économie d'une clinique d'Auteuil, Pierre Joigneux, qui l'avait congédiée. Celui-ci fut déporté et se trouve actuellement en traitement en Autriche. La Cour de justice de la Seine a condamné la délatrice aux travaux forcés à perpétuité. A Strasbourg, les services de surveillance du territoire ont appréhendé l'ancien chef de la Gestapo française de Châteauneuf, Paul Gargam, récemment condamné à mort par contumace par la Cour de justice de l'Indre.

3 AVANTAGES DU BON DE LA LIBÉRATION DE LA 1 intérêt progressif 2 remboursable dès le 6^e mois 3 on souscrit, on se fait rembourser partout souscrivez! Le directeur : René Berteaux. Imprimerie « Maison de la Bonne Presse », 5, rue Bayard, Paris, 8^e.

La capitulation du Japon FAITS DIVERS

La Thaïlande demande la paix.

On annonce de Bangkok que le gouvernement thaï a décidé de conclure la paix avec les puissances alliées à la suite de l'acceptation par le Japon des conditions de Potsdam. L'Assemblée des représentants du peuple a approuvé à l'unanimité la déclaration de paix, qui annule la déclaration de guerre de l'Angleterre et aux Etats-Unis de janvier 1942.

Changhai deviendra le quartier général des troupes américaines en Chine

Le général Wedemeyer a fait connaître que Changhai deviendra le quartier général des troupes américaines en Chine. Celles-ci, d'après une déclaration du général Mac Arthur, occuperont également Hong-Kong.

La conscription est arrêtée en Chine

La radio de Tchong-King annonce que le maréchal Tchang-Kai-Chek vient de donner l'ordre d'arrêter immédiatement la conscription. Cette mesure est destinée à soulager le peuple chinois qui combat sans cesse depuis huit ans.

Prochaine dissolution de « l'Association politique du grand Japon »

La position internationale du Japon se trouvant complètement changée après l'acceptation des conditions de Potsdam, on s'attend, annonce l'Agence Domei, que le « Dai Nippon Seijikai », Association politique du grand Japon, sera dissous dans un avenir très prochain et fera place à une nouvelle organisation dans un avenir très prochain la reconstruction du pays.

Les combats continuent en Mandchourie et en Birmanie.

Les informations concernant la situation, au point de vue militaire, en Mandchourie et en Corée, sont des plus confuses et même contradictoires. Alors que le communiqué soviétique

fait mention d'une contre-attaque japonaise en Mandchourie, un communiqué du Q. G. nippon en Mandchourie annonce que tous les mouvements de troupes ont été suspendus.

Voici ce qu'on dit du côté soviétique : les troupes japonaises sont passées jeudi soir, à 22 heures (heure française), à la contre-offensive, à la fois en Mandchourie et en Corée, en Corée, leurs tentatives ont échoué ; en Corée, de même en Mandchourie, mais les combats continuent avec violence ; en conséquence, le maréchal Vassilievsky a adressé, dans la nuit de jeudi à vendredi, un ultimatum au commandant de l'armée japonaise du Kouan-Toung, lui enjoignant de « cesser au plus tard le 20 août à midi les opérations militaires sur toute l'étendue du front, de déposer les armes et de procéder à la reddition de ses troupes. Ce délai est accordé en vue de vous donner la possibilité de transmettre des instructions adéquates à toutes les troupes et formations de combat placées sous vos ordres ».

Du côté japonais, on déclare que le commandant de l'armée du Kouan-Toung a lui aussi lancé un appel aux troupes soviétiques pour qu'elles cessent le combat en Mandchourie, et que les forces nippones ont arrêté leurs opérations militaires sur toute l'étendue du front.

En ce qui concerne la Birmanie l'ordre de « cessez le feu » est parvenu aux commandants des forces alliées en Birmanie. Aucune action offensive n'est autorisée et il est défendu de tirer à moins que l'initiative ne vienne des Japonais. Les appareils alliés lancent continuellement des tracts au-dessus des formations japonaises, leur indiquant de quelle façon ils doivent se rendre. Mais rien ne dit que jusqu'à présent ils soient disposés à le faire. En de nombreux points, dit une dépêche de Rangoon, ils continuent à se battre farouchement.

Le Japon demande au général Mac Arthur de faire cesser les opérations soviétiques

L'Office d'information de guerre américain annonce que le gouvernement japonais a adressé un message au général Mac Arthur lui demandant de prendre les dispositions nécessaires, afin de faire cesser les opérations offensives, soviétiques, qui se poursuivent en dépit de « cessez le feu ».

Les Japonais n'ont fait allusion dans aucun de leurs messages à la protestation russe contre la « résistance que les Japonais continuent à opposer en Mandchourie ».

Un amiral japonais fait hara-kiri

L'Agence Domei annonce que le vice-amiral Takijire Onishi, chef d'état-major adjoint de la marine japonaise, a fait hara-kiri dans sa résidence officielle. Le vice-amiral Onishi était l'un des deux commandants des unités aériennes de la flotte aux Philippines.

Le Japon va rendre l'île de Timor au Portugal

L'Agence Domei annonce que le Japon a pris des dispositions pour rendre l'île de Timor au Portugal, conformément à la demande du gouvernement portugais.

Un étrange drame paysan

Un mystérieux drame de campagne, qui vient de se dérouler dans un hameau de Laval (Isère), dit Le Molard, a provoqué une vive émotion dans la région.

Il s'agit d'une scène entre deux familles au sujet de bois de chauffage. Un des antagonistes introduisit de la dynamite dans les bûches de ses voisins. Mises au feu, ces bûches éclatèrent. Les gendarmes, alertés, arrivèrent sur les lieux, mais, devant l'attitude menaçante de la famille coupable, ils durent appeler du renfort. Quand les inspecteurs arrivèrent, il y eut bataille à coups de serpes, de fourches et de bâtons ; un membre de la famille fut arrêté par un inspecteur qui lui mit les menottes aux mains, mais le policier reçut un violent coup de serpe qui lui fit lacher prise ; immédiatement, les femmes vinrent au secours du prisonnier dont elles scièrent la chaîne des menottes. Le lendemain, les policiers revinrent en force, mais, à nouveau, une bataille éclata ; il y eut des blessés, de part et d'autre.

Devant ces faits, on fit venir de Grenoble des grenades lacrymogènes. Les rébarbatifs ne tardèrent pas à se rendre.

Un autocar pulvérisé à un passage à niveau : 15 morts

Jeudi, à l'aube, près de Civens (Loire), à quelques kilomètres de Fleurs, un car transportant des voyageurs de Rozier-en-Douzi à Fleurs, a été pulvérisé par un train à un passage à niveau. Des cadavres complètement déchiétés ont été trouvés sur une longueur de 150 mètres. Immédiatement des équipes de secours arrivèrent sur les lieux, une enquête commença aussitôt. La garde-barrière a déclaré ne pas avoir entendu la sonnerie annonçant le train, néanmoins elle a été arrêtée sous l'imputation d'homicide par imprudence.

La plupart des victimes sont originaires de Rozier-en-Douzi. On compte 15 morts et 4 blessés.

Bagarre interalliée

Une violente bagarre a mis aux prises dans un bal de Sainte-Marguerite-sur-Duclair (Seine-Inférieure), des soldats français et américains. Un soldat américain a été tué. Huit personnes ont été blessées, dont une grièvement.

Bombes

Trois bombes ont fait explosion la nuit dernière, à Loisin (Haute-Savoie), chez des anciens légionnaires. On signale seulement des dégâts matériels.

Un gendarme cambrioleur

Deux gardiens de la paix effectuant une ronde rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, surprisent un individu qui tentait de cambrioler un magasin de couture. A la vue des agents, l'homme essaya de s'enfuir mais il fut arrêté.

Succès! L'EXPOSITION INTERALLIÉE DE L'ÉPARGNE est prolongée jusqu'au 31 Août PALAIS DE GLACE Métro: Marbeuf-Rond-Point des Champs-Élysées Tous les jours de 9 h. 30 à 22 h. 45 ENTRÉE GRATUITE